

ARRETE N° POL-148/2026

Objet : Autorisation de voirie

Le Maire de la commune de Vendargues

VU les articles L 2211.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la requête présentée par l'Entreprise ENVOL- 1729, Avenue de la Pompignane-34965-MONTPELLIER

En date du 17/06/2026 et par laquelle elle sollicite l'autorisation d'installer une benne au regard de la Résidence « ESPRIT VILLAGE » rue de la Fontaine, du vendredi 26 Juin 2026 au lundi 20 Juillet 2026.

ARRETE

Article 1 L'ENTREPRISE ENVOL

Est autorisée à installer une benne sur la rue de la Fontaine au regard de la Résidence ESPRIT VILLAGE.

Article 2 La présente autorisation est accordée à charge par le bénéficiaire de se conformer aux conditions énoncées aux articles ci-après.

Article 3 **Réservation de 3 places de stationnement pour la mise en place d'une benne du 26/06/2026 au 20/07/2026 devant Esprit Village-rue de la Fontaine.**

Article 4 Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 Le pétitionnaire devra veiller à empiéter le moins possible sur la voie publique, et baliser l'échafaudage afin d'éviter tous risques d'accident susceptible d'être causé à des tiers.

Article 6 Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux, réparer tous les dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée au présent arrêté.

Article 7 Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence de travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

Article 8 La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées ci-dessus.

Article 9 Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Article 10 L'Élu délégué à la Sécurité, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera :

Transmise pour information à la gendarmerie de Castries

Mise en ligne le 24/06/2026

Notifiée à l'intéressé

Le Maire,

Guy LAURET.

